ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 6 décembre 1982, d'une demande d'avis, sur un projet de loi "modifiant la loi du ler septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématograhique aux mineurs âgés de moins de 16 ans", a donné le 24 juin 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 6e december 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 1 september 1920 waarbij aan minderjarigen beneden 16 jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd", heeft de 24e juni 1985 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

A. Quant à la compétence du législateur national.

Comme son intitulé l'indique, le présent projet modifie la loi du 1er septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.

La loi que le projet modifie et ce projet concernent le cinéma, qui fait partie des beaux-arts. Par ailleurs, et d'une manière plus spécifique, ils concernent la protection de la jeunesse puisqu'ils contiennent des dispositions propres aux mineurs de moins de seize ans.

L'article 59bis, § 2, inséré dans la Constitution le 24 décembre 1970 et revisé le 17 juillet 1980, attribue compétence à la Communauté pour les matières culturelles. L'article 2 de la loi du 21 juillet 1971 (1) mentionne parmi les matières culturelles : "3° les beaux-arts, y compris le théâtre et le cinéma". Reprenant cette disposition de manière plus synthétique, l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles mentionne parmi lesdites matières : "3° les beaux-arts".

.../...

---

(1) Loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.

L'article 59bis, § 2bis, inséré dans la Constitution le 17 juillet 1980, attribue compétence à la Communauté également pour les "matières personnalisables". L'article 5, § 1er, II, place parmi ces matières : "6° la protection de la jeunesse à l'exception des matières relevant du droit civil, du droit pénal ou du droit judiciaire".

Il importe de vérifier si les dispositions du projet ressortissent à la compétence du législateur national.

I. Pour ce qui est de la compétence maintenue au législateur national dans les matières culturelles.

A l'origine, il est envisagé d'énumérer dans la Constitution elle-même, les matières culturelles transférées à la Communauté. Lors de la discussion de la disposition constitutionnelle en projet, à propos de plusieurs des matières, des membres de la Commission de révision de la Constitution du Sénat soulignent que certaines institutions doivent rester communes, par exemple, en matière de recherche scientifique (1), de beaux-arts et de lettres (2), et de politique culturelle de la jeunesse (3).

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà relevé (4), lors de l'examen du projet de loi spéciale devenu la loi du 21 juillet 1971, une distinction a été faite à propos de plusieurs matières entre ce que certains intervenants appellent les "aspects culturels" de la matière et les aspects non culturels de celle-ci. Selon eux, la compétence n'est transférée à la Communauté culturelle que pour les aspects culturels de

.../...

---

(1) Rapport fait par M. VAN BOGAERT au nom de la Commission de révision de la Constitution (Doc. parl. Sénat, session 1969-1970, n° 402, page 25).
(2) Rapport cité, pages 25-26.
(3) Rapport cité, page 28.
(4) Avis sur une proposition de décret adaptant les droits réservés aux auteurs et compositeurs à la démocratisation de l'accès aux activités culturelles (Cons. Comm. fr., sess. 1981-1982, n° 12/2, spécialement pages 3-4).

la matière (1).

Comme l'indique l'exposé des motifs du présent projet de loi, au cours de la discussion dudit projet de loi spéciale par la Commission du Sénat, une telle distinction a été faite précisément a propos de la matière des beaux-arts. Il a été précisé que reste une matière nationale "la législation pénale en matière de moralité publique et de protection de la jeunesse" (2). "Il s'agit, ajoute le rapport, d'aspects secondaires sans caractère culturel" (3). A la séance publique du Sénat du 8 juillet 1971, M. de STEXHE rappelle la reconnaissance de l'existence de matières mixtes : "Je reprends, déclare-t-il, l'exemple le plus simple, celui du cinéma. C'est évidemment une matière culturelle mais nous savons aussi que dans les salles de cinéma, il faut assurer la protection de la jeunesse, en fixant une limite d'âge ...". Une disposition ayant un tel objet reste de la compétence du législateur national (4). Dans la suite des travaux préparatoires de la loi du 21 juillet 1971, on ne trouve aucune déclaration contredisant celles qui ont été citées et selon lesquelles les dispositions fixant une limite d'âge pour l'accès aux salles de cinéma ne ressortissent pas à la matière du cinéma transférée aux Communautés, en tant que matière culturelle. Il est, d'ailleurs, incontestable que de telles dispositions ne constituent pas des mesures de mise en oeuvre d'une politique des beaux-arts.

.../...

---

(1) Rapport fait par M. VAN BOGAERT au nom de la Commission de révision de la Constitution (Doc. parl. Sénat. sess. 1970-1971, n° 497, pages 1-5).
(2) Rapport cité, page 3.
(3) Rapport cité, page 3.
(4) Ann. parl. Sénat, sess. 1970-1971, séance du 8 juillet 1971, page 2381.

Dans les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980, on ne trouve non plus aucune déclaration contredisant celles qui ont été faites en 1971 au sujet de la nature d'une disposition fixant une limite d'âge pour l'accès aux salles de cinéma.

Les dispositions du présent projet ne relèvent pas de la Communauté en tant que celle-ci est compétente pour la matière des beaux-arts.

II. Pour ce qui est de la compétence maintenue au législateur national en matière de protection de la jeunesse.

Comme il a déjà été relevé ci-dessus, en application de l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution, l'article 5, § 1er, II, 6°, de la loi spéciale place dans les attributions de la Communauté, à titre de matière personnalisable, "6° la protection de la jeunesse à l'exception des matières relevant du droit civil, du droit pénal ou du droit judiciaire".

Ainsi que le Conseil d'Etat, section de législation, chambres réunies, l'a observé dans son avis du 20 juin 1984 (1), pour qu'une matière relative à la protection de la jeunesse soit de la compétence de la Communauté, il faut, en premier lieu, qu'elle soit une "matière personnalisable" au sens de l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution. Selon les travaux préparatoires de cette disposition constitutionnelle et ceux de la loi spéciale et selon des études doctrinales, les matières personnalisables sont des "matières étroitement liées

.../...

---

(1) Avis sur : 1° un projet de décret "houdende wijziging van de artikelen 37, 66, 67, 69, 70 en 71 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming"; 2° un avant-projet de loi relatif à la protection de la jeunesse; 3° un avant-projet de décret relatif à l'aide aux jeunes.
Cet avis a été annexé à un projet de décret de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux comités de protection de la jeunesse (Cons. Com. fr., sess. 1984-1985, n° 172/1, pages 5-25, spécialement pages 7-13).

à la vie de l'individu dans sa communauté" (1) (2). L'institution des "matières personnalisables" a pour but de faire en sorte que des personnes qui s'adressent à des services publics, notamment à des services sociaux ou à des services hospitaliers puissent le faire non seulement dans leur langue, mais également dans le respect de leur propre sensibilité culturelle. Destiné à rendre plus facile la communication des administrés avec les services publics, le système des matières personnalisables ne permet pas de leur imposer des obligations autres que celles qui sont corrélatives à l'obtention du droit (3). Dès lors la compétence de régler les matières personnalisables ne comprend pas le pouvoir d'imposer des contraintes aux personnes. Il en est certainement ainsi dans la région bilingue de Bruxelles-capitale. Il en est de même dans les régions unilingues (4).

La loi du 1er septembre 1920 et le présent projet de loi qui la modifie portent des interdictions. Il s'agit, en premier lieu, de l'interdiction faite aux mineurs de moins de seize ans d'entrer dans les salles de spectacle cinématographique, à l'exception de celles qui représentent exclusivement des films autorisés par une commission (articles 1er et artic 2, modifié par l'article 1er du projet). Il s'agit, en second lieu, d'interdictions faites à des personnes majeures :

.../...

---

(1) Cette formule est employée dans l'exposé des motifs du projet de loi portant diverses réformes institutionnelles (Doc. Sénat, session 1977-1978, n° 461/1).
C'est à cette définition de la notion de "matière personnalisable" que le Premier Ministre se réfère dans son intervention devant la Commission du Sénat, lors de la discussion de la proposition de révision de l'article 59bis de la Constitution (Rapport fait au nom de la Commission de révision de la Constitution du Sénat par MM. de STEXHE et LINDEMANS. Doc. parl. Sénat, sess. extr. 1979, n° 27, page 5
(2) Voir les autres références citées dans l'avis précité du Conseil d'Etat du 20 juin 1984.
(3) Voir l'avis du Conseil d'Etat précité, notamment page 10.
(4) Voir l'avis du Conseil d'Etat précité, notamment pages 12-13.

a) l'interdiction d'introduire, de laisser pénétrer ou de tolérer un mineur âgé de moins de seize ans accomplis dans une salle de spectacle cinématographique, en dehors des cas autorisés; b) l'interdiction de représenter ou de faire représenter un film non autorisé dans un établissement annoncé comme organisant des spectacles auxquels sont admis les enfants ou les mineurs de douze ans accompagnés (article 3 de la loi modifiée par les articles 2 et 3 du projet).

Les dispositions de la loi du 1er septembre 1920 et celles du projet sont des dispositions de police au sens large de cette expression. Elles ne concernent aucunement l'octroi d'avantages par des services publics. Elles ne règlent donc pas des matières personnalisables et, déjà pour ce motif, elles ne ressortissent pas à la compétence de la Communauté.

En outre, elles ne ressortissent pas à la compétence de la Communauté parce qu'elles comprennent, comme un élément essentiel, des dispositions de droit pénal. On observera que celles-ci établissent des peines à charge de personnes majeures.

On se trouve dès lors en présence de dispositions semblables à celles qui sont énoncées aux articles 80 à 86 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse et qui ont été indiquées comme continuant à relever du législateur national dans une note déposée, devant la Commission de la Chambre des Représentants, lors des travaux préparatoires de la loi du 8 août 1980, par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (1).

.../...

---

(1) Rapport fait par MM. le HARDY de BEAULIEU et DE GREVE au nom de la Commission de révision de la Constitution et des Réformes institutionnelles (Doc. parl. Ch., sess. 1979-1980, n° 627/10, pages 63-66).

La compétence du législateur national se justifie à l'égard du présent projet pour les mêmes motifs que ceux que le Conseil d'Etat, section de législation, chambres réunies, a invoqués dans son avis du 3 mars 1982 (1) et dans son avis complémentaire du 14 décembre 1983 (2) sur un projet de loi complétant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse.

+

B. L'applicabilité complète du livre Ier du Code pénal aux infractions prévues par la loi du 1er septembre 1920.

Conformément à l'article 100 du Code pénal, à défaut de disposition contraire dans la loi du 1er septembre 1920, le livre Ier dudit Code n'est applicable aux infractions prévues par cette loi qu'à l'exception du chapitre VII et de l'article 85.

Il appartient au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si, à l'occasion du présent projet, il n'y a pas lieu de rendre entièrement applicable le livre Ier du Code pénal aux infractions dont il s'agit.

A cet effet, le présent projet pourrait être complété par un article 3 (a), pour lequel le texte ci-après est proposé :

"Article (3). Dans la même loi, il est inséré un article 3bis rédigé comme suit :
"Article 3bis.- Les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi".

.../...

---

(1) Doc. parl. Ch., sess. 1981-1982, n° 199/2.
(2) Doc. parl. Ch., sess. 1982-1983, n° 640/3.
(a) Voir ci-dessous les numéros proposés pour les articles.

EXAMEN DU TEXTE.

ARRETE DE PRESENTATION.

Le texte néerlandais de l'arrêté de présentation devrait, conformément à l'usage, être rédigé de la manière indiquée dans la partie néerlandaise du présent avis.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Au début de l'alinéa 1er de l'article 2 en projet, il serait préférable d'écrire : "L'interdiction portée par l'article 1er ...".

Les alinéas 3 et 4 seraient mieux rédigés comme suit :

"Elle donnera des autorisations de deux catégories : les unes permettant l'accès sans réserve, les autres réservant l'accès aux personnes âgées de moins de seize ans mais de plus de douze ans, accompagnées de leur père, ... (la suite comme au projet).

Les représentations autorisées seront annoncées au public, suivant le cas, comme constituant des spectacles auxquels les enfants sont admis, ou des spectacles auxquels les mineurs âgés de douze ans au moins le sont, à condition d'être accompagnés".

Articles 2 et 3.

Conformément à l'usage, il y a lieu de grouper en un seul article les dispositions qui modifient un même article de la loi antérieure : par conséquent, il faudrait fusionner les articles 2 et 3 du projet qui tous deux modifient l'article 3 de la loi du 1er septembre 1920.

L'article proposé pourrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

A l'article 3, alinéa 1er, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° celui qui aura introduit ... (la suite comme au projet)";

b) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° celui qui aura représenté ou fait représenter un film non autorisé dans un établissement annoncé comme organisant des spectacles auxquels sont admis les enfants ou les mineurs âgés de douze ans au moins accompagnés".

Article 3 nouveau proposé.

Voir l'observation préalable B.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

A. Bevoegdheid van de nationale wetgever.

Zoals het opschrift aangeeft, wijzigt het onderhavige ontwerp de wet van 1 september 1920 waarbij aan minderjarigen beneden zestien jaar de toegang tot bioscoopzalen wordt ontzegd.

De door het ontwerp gewijzigde wet en het ontwerp zelf hebben betrekking op de film, die behoort tot de schone kunsten. Anderzijds en specifieker gezien, betreffen zij de jeugdbescherming. Zij bevatten immers bepalingen die speciaal bedoeld zijn voor minderjarigen beneden zestien jaar.

Artikel 59bis, § 2, in de Grondwet ingevoegd op 24 december 1970 en herzien op 17 juli 1980, maakt de Gemeenschap bevoegd voor de culturele aangelegenheden. Artikel 2 van de wet van 21 juli 1971 (1) vermeldt onder de culturele aangelegenheden : "3° kunsten, met inbegrip van toneel en film". Artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen vermeldt, met een beknopter weergave van die bepaling, onder de genoemde aangelegenheden : "3° de schone kunsten".

Artikel 59bis, § 2bis, in de Grondwet ingevoegd op 17 juli 1980, verleent de Gemeenschap eveneens bevoegdheid voor de "persoonsgebonden aangelegenheden". Artikel 5, § 1, II, rekent tot die aangelegenheden : "6° de jeugdbescherming met uitzondering van de aangelegenheden ressorterende onder het burgerlijk recht, het strafrecht of het gerechtelijk recht".

.../...

---

(1) Wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap.

Er dient te worden nagegaan of de bepalingen van het ontwerp wel degelijk tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoren.

I. Wat betreft de bevoegdheid die inzake culturele aangelegenheden bij de nationale wetgever is blijven berusten.

Oorspronkelijk werd overwogen de culturele aangelegenheden die naar de Gemeenschap zouden gaan, in de Grondwet zelf op te sommen. In verband met een aantal van die aangelegenheden hebben sommige leden van de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet bij de bespreking van de ontworpen grondwetsbepaling onderstreept dat bepaalde instellingen gemeenschappelijk dienden te blijven, bijvoorbeeld inzake wetenschappelijk onderzoek (1), kunsten en letteren (2), en cultureel beleid van de jeugd (3).

Zoals de Raad van State reeds heeft opgemerkt (4), is bij het onderzoek van het ontwerp van bijzondere wet dat de wet van 21 juli 1971 is geworden, voor verscheidene aangelegenheden een onderscheid gemaakt tussen hetgeen sommige sprekers de "culturele aspecten" van de aangelegenheid noemden en de niet-culturele aspecten daarvan. Volgens hen wordt

.../...

---

(1) Verslag namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet uitgebracht door de heer VAN BOGAERT (Gedr. St. Senaat, zitting 1969-1970, nr. 402, blz. 25).
(2) Geciteerd verslag, blz. 25-26.
(3) Geciteerd verslag, blz. 28.
(4) Advies over een voorstel van decreet "adaptant les droits réservés aux auteurs et compositeurs à la démocratisation de l'accès aux activités culturelles" (Fr. Gem. Raad, zitting 1981-1982, nr. 12/2, inzonderheid blz. 3-4).

de bevoegdheid enkel voor de culturele aspecten van de aangelegenheid aan de Cultuurgemeenschap overgedragen (1).

Zoals in de memorie van toelichting van het onderhavige wetsontwerp wordt gezegd, is tijdens de bespreking van het genoemde ontwerp van bijzondere wet in de Senaatscommissie, precies in verband met de schone kunsten een dergelijk onderscheid gemaakt. Er is gepreciseerd dat "de strafwetgeving voor de openbare zeden en de jeugdbescherming" (2) een nationale aangelegenheid blijft. "Het gaat hier", volgens het verslag, "over nevenaspecten, die geen cultureel karakter hebben" (3). Op de openbare vergadering van de Senaat van 8 juli 1971 herinnert de heer de STEXHE eraan dat het bestaan van gemengde aangelegenheden is erkend, en hij verklaart : (vertaling) "Ik geef nog eens het eenvoudigste voorbeeld, namelijk de film. Dit is duidelijk een culturele aangelegenheid maar wij weten ook dat in bioscoopzalen voor de jeugdbescherming moet worden gezorgd, door een leeftijdsgrens vast te stellen ...". Een bepaling die daartoe zou strekken blijft tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoren (4). In de verdere parlementaire voorbereiding van de wet van 21 juli 1971, is geen enkele verklaring te vinden die in tegenspraak zou zijn met de hierboven aange-

.../...

---

(1) Verslag namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet,uitgebracht door de heer VAN BOGAERT (Gedr. St. Senaat, zitting 1970-1971, nr. 497, blz. 1-5).
(2) Geciteerd verslag, blz. 3.
(3) Geciteerd verslag, blz. 3.
(4) Parl. Hand. Senaat, zitting 1970-1971, vergadering van 8 juli 1971, blz.2381.

haalde verklaringen volgens welke de bepalingen die een leeftijdsgrens voor de toegang tot bioscoopzalen vaststellen niet te maken hebben met de film die, als culturele aangelegenheid, naar de Gemeenschappen is gegaan. Het is trouwens onbetwistbaar dat dergelijke bepalingen geen maatregelen tot uitwerking van een kunstbeleid zijn.

In de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is evenmin enige verklaring te vinden die de uitspraken zou weerleggen welke in 1971 zijn gedaan over de aard van een bepaling die een leeftijdsgrens voor de toegang tot bioscopen vaststelt.

De bepalingen van het onderhavige ontwerp zijn geen zaak van de Gemeenschap in zover deze voor de kunstaangelegenheden bevoegd is.

II. Wat betreft de bevoegdheid die inzake jeugdbescherming bij de nationale wetgever is blijven berusten.

Zoals hierboven reeds is opgemerkt, heeft artikel 5, § 1, II, 6°, van de bijzondere wet, met toepassing van artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet, "6° de jeugdbescherming met uitzondering van de aangelegenheden ressorterende onder het burgerlijk recht, het strafrecht of het gerechtelijk recht" als een persoonsgebonden aangelegenheid onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen gebracht.

Zoals de Raad van State, afdeling wetgeving, verenigde kamers, in zijn advies van 20 juni 1984 (1) heeft ge-

.../...

---

(1) Advies over : 1° een ontwerp van decreet houdende wijziging van de artikelen 37, 66, 67, 70 en 71 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming ; 2° een voorontwerp van wet betreffende de jeugdbescherming ; 3° een voorontwerp van decreet "relatif à l'aide aux jeunes".
Dat advies is gevoegd bij een ontwerp van decreet van de Franse Gemeenschapsexecutieve "relatif aux comités de protection de la jeunesse" (Fr. Gem. Raad, zitting 1984-1985, nr. 172/1, blz. 5-25, inzonderheid blz. 7-13).

zegd, moet een aangelegenheid betreffende de jeugdbescherming, opdat zij tot de bevoegdheid van de Gemeenschap kan behoren, eerst en vooral een "persoonsgebonden aangelegenheid" zijn in de zin van artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet. Blijkens de parlementaire voorbereiding van die grondwetsbepaling en van de bijzondere wet en ook volgens de rechtsleer, zijn de persoonsgebonden aangelegenheden "die aangelegenheden welke nauw met het leven van de mens in zijn gemeenschap zijn verbonden" (1) (2). Met de invoering van het begrip "persoonsgebonden aangelegenheden" wil ervoor gezorgd zijn dat mensen die bij openbare diensten aankloppen, en inzonderheid bij sociale diensten of bij ziekenhuizen, dit niet alleen in hun eigen taal kunnen doen maar daarbij ook hun eigen culturele gevoeligheid geëerbiedigd zien. Het stelsel van de persoonsgebonden aangelegenheden, dat gericht is op een gemakkelijker communicatie van de burgers met de openbare diensten, staat niet toe dat hun andere

.../...

---

(1) Zo is het gezegd in de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet houdende diverse institutionele hervormingen (Gedr. St. Senaat, zitting 1977-1978, nr. 461/1).
Naar deze definitie van het begrip "persoonsgebonden materie" is het dat de Eerste Minister in zijn betoog voor de Senaatscommissie heeft verwezen bij de bespreking van het voorstel tot herziening van artikel 59bis van de Grondwet (verslag namens de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen uitgebracht door de heren de STEXHE en LINDEMANS, Gedr. St. Senaat, bijz. zitting 1979, nr. 27, blz. 5).

(2) Zie ook de andere verwijzingen aangehaald in het voornoemde advies van de Raad van State van 20 juni 1984.

verplichtingen worden opgelegd dan die welke samenhangen met het verkrijgen van dat recht (1). De bevoegdheid om de persoonsgebonden aangelegenheden te regelen houdt derhalve niet de bevoegdheid in om aan personen enige dwang op te leggen. Dit is zeker zo in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. Het geldt evenzeer in de eentalige gebieden (2).

De wet van 1 september 1920 en het thans aan de orde zijnde ontwerp tot wijziging van die wet houden verbodsbepalingen in. Op de eerste plaats is daar het verbod voor minderjarigen beneden zestien jaar om bioscoopzalen te betreden, met uitzondering van die zalen waar uitsluitend films worden vertoond die door een commissie zijn goedgekeurd (artikel 1 en artikel 2, gewijzigd door artikel 1 van het ontwerp). Ten tweede zijn er een aantal verbodsbepalingen voor meerderjarigen : a) het verbod om, buiten de toegestane gevallen, een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar in een bioscoopzaal binnen te leiden, toe te laten of te dulden; b) het verbod om een niet goedgekeurde film te vertonen of te laten vertonen in een inrichting met aankondiging dat zij een voorstelling organiseert die toegankelijk is voor kinderen of voor begeleide minderjarigen van ten minste twaalf jaar (artikel 3 van de wet, gewijzigd door de artikelen 2 en 3 van het voorontwerp).

De bepalingen van de wet van 1 september 1920 en die van het ontwerp zijn politievoorschriften in de ruime zin. Zij hebben geenszins betrekking op het verlenen van voordelen door openbare diensten. Zij regelen geen persoonsgebonden aangelegenheden en, daarom alleen al, behoren zij niet tot de bevoegdheid van de Gemeenschap.

.../...

---

(1) Zie het voornoemde advies van de Raad van State, inzonderheid blz. 10.
(2) Zie het voornoemde advies van de Raad van State, inzonderheid blz. 12-13.

Zij behoren ook niet tot de bevoegdheid van de Gemeenschap omdat zij strafrechtelijke bepalingen bevatten als een essentieel bestanddeel. Op te merken valt dat die bepalingen straffen ten aanzien van meerderjarigen stellen.

Derhalve gaat het hier om soortgelijke bepalingen als die welke zijn vervat in de artikelen 80 tot 86 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en waarvan in een nota die tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 augustus 1980 bij de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers is ingediend door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Institutionele Hervormingen (1), gezegd is dat zij tot de bevoegdheid van de nationale wetgever blijven behoren.

De bevoegdheid van de nationale wetgever ten aanzien van dit ontwerp laat zich verantwoorden op dezelfde gronden als die welke de Raad van State, afdeling wetgeving, verenigde kamers, heeft aangevoerd in zijn advies van 3 maart 1982 (2) en in zijn aanvullend advies van 14 december 1983 (3) over een ontwerp van wet tot aanvulling van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

+

.../...

---

(1) Verslag namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en voor de institutionele hervormingen uitgebracht door de heren le HARDY de BEAULIEU en DE GREVE (Gedr. St. Kamer, zitting 1979-1980, nr. 627/10, blz. 63-66).
(2) Gedr. St. Kamer, zitting 1981-1982, nr. 199/2.
(3) Gedr. St. Kamer, zitting 1982-1983, nr. 640/3.

B. Volledige toepasselijkheid van het eerste boek van het Strafwetboek op de misdrijven bepaald in de wet van 1 september 1920.

Het is zo dat, overeenkomstig artikel 100 van het Strafwetboek, bij gebreke van een andersluidende bepaling in de wet van 1 september 1920, het eerste boek van bovengenoemd Wetboek op de bij die wet strafbaar gestelde misdrijven slechts toepasselijk is met uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85.

Het komt de Regering en de Wetgevende Kamers toe, na te gaan of naar aanleiding van dit ontwerp het eerste boek van het Strafwetboek niet in zijn geheel op de bedoelde misdrijven toepasselijk dient te worden gemaakt.

Dit ontwerp zou daartoe kunnen worden aangevuld met een artikel 3 (1), waarvoor de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel (3). Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :
"Artikel 3bis.- De bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de misdrijven die bij deze wet strafbaar zijn gesteld".

.../...

---

(1) Zie hieronder de nummering die voor de artikelen wordt voorgesteld.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

INDIENINGSBESLUIT.

Het indieningsbesluit dient, zoals gebruikelijk is, als volgt te worden gesteld :

"Op voordracht van onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou verkieslijk zijn in de Franse tekst van het eerste lid van het ontworpen artikel 2 te schrijven : "L'interdiction portée par l'article 1er ...".

Het derde en het vierde lid zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"Zij verleent tweeërlei goedkeuring : de ene staat de toegang zonder voorbehoud toe, de andere staat de toegang toe voor personen van minder dan zestien jaar maar van meer dan twaalf jaar die vergezeld zijn van hun vader, hun moeder, hun voogd of de persoon die hen onder zijn bewaring heeft.

.../...

De films waarvan de vertoning is toegestaan, worden naargelang van geval bij het publiek aangekondigd als een voorstelling die toegankelijk is voor kinderen of als een voorstelling die toegankelijk is voor minderjarigen van ten minste twaalf jaar, op voorwaarde dat zij begeleid zijn".

Artikelen 2 en 3.

De bepalingen die eenzelfde artikel van de vroegere wet wijzigen, dienen zoals gebruikelijk is in een enkel artikel te worden samengebracht : bijgevolg zouden de artikelen 2 en 3 van het ontwerp, die beide artikel 3 van de wet van 1 september 1920 wijzigen, moeten worden ineengewerkt.

Het voorgestelde artikel zou als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Artikel 2.-

Artikel 3, eerste lid, van dezelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

a) 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1° hij die, buiten de ... (voorts zoals in het ontwerp)";

b) 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2° hij die een niet goedgekeurde film vertoont of laat vertonen in een inrichting met aankondiging dat zij een voorstelling organiseert die toegankelijk is voor kinderen of voor begeleide minderjarigen welke ten minste twaalf jaar oud zijn".

.../...

Voorgesteld nieuw artikel 3.

Zie de voorafgaande opmerking B.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren :
J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat
P. FINCOEUR, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. Ch. HUBERLANT.